

ESSAIS NUCLÉAIRES : UNE CERTAINE IDÉE DE LA FRANCE

Au retour d'un long voyage qui m'a conduit du Mexique en Australie pendant les semaines qui ont suivi la reprise des essais nucléaires par la France, je m'étonne chaque jour du décalage entre le monde politico-médiatique français et l'opinion mondiale, particulièrement celle des rives du Pacifique.

Dans ces pays, la presse se fait l'écho de manifestations quotidiennes contre les essais. Les murs des bâtiments de l'Alliance Française sont maculés de slogans anti-chiraquiens. De l'aubergiste de la Sierra Madre au chauffeur de taxi de Melbourne, le "Français" est accueilli par des reproches attristés. Sans colère anti-française d'ailleurs : plutôt sur le mode "Nous aussi, nous avons des dirigeants qui font parfois de lourdes bêtises".

De retour en France, on constate bien dans les sondages une large majorité contre les essais, mais on est surpris de l'agacement qui transparait dans les journaux et chez des politiques pourtant eux mêmes hostiles aux essais vis à vis des critiques venues de l'étranger. Le clou fut sans doute la déclaration de Pierre Moscovici, porte-parole de Lionel Jospin, qualifiant l'attribution du Prix Nobel à Joseph Rotblat... d'ingérence dans les affaires intérieures françaises (*Antenne 2*, le 14 octobre, Journal de 13 heures) !

Un argument semble condenser l'amertume française : *"Pourquoi la France et pas la Chine ?"* Je ne répondrai pas aux critiques de mauvaise foi niant par exemple l'action de Greenpeace. L'organisation écologiste a réalisé la première manifestation sur la place Tien An-Men depuis la répression de 1989 ; la Française Pénélope Komitès en était ; et on peut demander à ses censeurs de commencer par en faire autant. Non, je voudrais essayer de faire comprendre le ressentiment particulier contre les essais français sur les rives du Pacifique. J' y ai recueilli deux types d'arguments :

* *"La Chine au moins fait ça chez elle."* Est-ce à dire que la France n'est pas "chez elle" en Polynésie ? Il faut en réalité comprendre que la mobilisation anti-nucléaire est en passe de devenir la "conscience commune" du Cinquième Continent, et le Traité de Dénucléarisation la seule institution de l'Océanie. En refusant de communier à cette mystique, c'est la France qui s'exclut de la Communauté Pacifique et qui renie ses citoyens de Tahiti : ce qu'ont bien compris les émeutiers de Papetee. Faute d'autant plus étonnante que la diplomatie française a su se faire reconnaître, au contraire, dans la communauté caraïbe.

* *"Mais, Monsieur, la France, c'est quand même autre chose que la Chine !"* Je crois qu'il faut chercher là la racine de la déception. J'ai passé la Fête Nationale mexicaine avec des notables d'une petite ville. Ils me disaient : "La France nous a donné la

culture, les lois et les écoles normales d'instituteurs. Comment peut-elle faire ces essais ?" Et voilà. Il y a des pays où la France est encore perçue comme l'Instituteur du Monde ! En reprenant les essais sous prétexte de se mettre au niveau permettant de poursuivre par simulation le perfectionnement de ses armes, la France adresse une double leçon au monde :

1. *Tout pays a le droit de poursuivre ses essais jusqu'au niveau qu'il estime être suffisant, maxime qui vide de sens le Traité de Non-Prolifération.*

2. *Le niveau que nous estimons suffisant est celui qui permet de perfectionner les armes nucléaires sans les expérimenter : maxime qui vide de sens le Traité d'Interdiction des Essais.*

En contredisant ainsi dans les faits l'esprit de deux traités que la France prétendait négocier, le président Chirac prend de front l'immense aspiration du genre humain à se débarrasser d'un spectre qui le hante depuis Hiroshima. Ce n'était pas l'idée que le reste du monde se faisait de la France. Avait-il donc tort ?

Alain LIPIETZ
Économiste